



CSE-Central GRDF du 18 novembre 2021

Déclaration liminaire CGT à l'ouverture de séance

NEGOCIATION DE BRANCHE EN COURS CLASSIFICATION/REMUNERATION

Alors que les agents grévistes se sont mobilisés partout sur le territoire par des actions de filtrage, des interpellations de directions locales ou des baisses de production, les représentants des employeurs à la Commission Paritaire Permanente de Négociations et d'Interprétations (CPPNI) font la sourde oreille. Les employeurs ont osé proposer une augmentation de 0,3% du Salaire National de Base (SNB) et 0,8% du niveau plancher des mesures d'augmentations individuelles (NR et GF confondus). Les actionnaires s'en frottent déjà les mains.

La délégation CGT a exigé une augmentation de salaire de 10% pour chacun, correspondant à la disette que subissent les travailleurs depuis de nombreuses années.

Devant cette exigence de réponse, les représentants des employeurs de la branche des IEG ont balayé d'un revers de main la colère pourtant exprimée sur le terrain.

Pire, alors que les résultats annoncés des groupes sont records, que les acomptes sur dividendes pleuvent pour les actionnaires ou que la bourse de l'énergie est synonyme de Monopoly, les usagers paient le prix fort et les électriciens et gaziers devront encore se serrer la ceinture.

Nos patrons dénigrent donc ouvertement celles et ceux qui produisent les richesses. Ils refusent de reconnaître que ce sont les travailleurs qui permettent ces résultats financiers et un service public de qualité. Les forces de l'ordre vont jusqu'à gazer, molester, verbaliser et séquestrer les agents venus réclamer leur dû sous les fenêtres de ces mêmes dirigeants méprisants. Ces méthodes violentes d'intimidation sont inacceptables et dignes d'époques plus sombres de notre histoire.

Pourtant depuis l'ouverture du capital d'EDF/GDF en 2004, ce sont 76 Mds€ de dividendes qui ont été versés, soit plus + de 15 600€ en moyenne/salarié/an

Combien pour les agents ?

Chaque salarié rapporte en moyenne, en dehors de sa propre rémunération, 79 000€/an. Si, ne serait-ce que 25% du dividende moyen étaient redistribués aux travailleurs, cela représenterait près de 200€ net/mois/salarié. S'ils étaient convertis en emplois, vous pourriez en créer plus de 17 000.

Alors arrêtons ce massacre. L'argent et des solutions existent. Electriciens et gaziers, ensemble, durcissons le rapport de force.

VENTE D'EQUANS

C'est Bouygues qui l'emporte. Le champion tricolore du BTP va racheter Equans, la filiale de services d'Engie, notre maison mère. La transaction a été annoncée à l'issue d'un Conseil d'Administration d'ENGIE alors que certains administrateurs n'ont découvert les offres d'achat que lors de la séance. Bouygues l'a emporté face à son concurrent [Eiffage](#) et au [fonds d'investissements américain Bain](#), qui avaient également remis des offres fermes pour reprendre Equans. Seule la CGT a voté contre l'offre de BOUYGUES.

Le groupe BOUYGUES accepte de payer 7,1 milliards d'euros pour cette acquisition, un prix supérieur à la fourchette de 6 à 7 milliards évoquée ces dernières semaines, et encore bien plus élevé que les 5 milliards espérés par Engie en début de d'année.

L'opération constitue un grand bond en avant pour Bouygues. Equans sera la plus grosse acquisition dans l'histoire du groupe né en 1952, devant celles de Colas et TF1 dans les années 1980. En reprenant les 74.000 salariés de la filiale d'Engie, l'effectif de Bouygues passera en effet la barre des 200.000 personnes.

Cela inquiète les syndicats d'Equans qui redoutent une rationalisation douloureuse dans les agences, en particulier en France. La CGT alerte sur « les doublons qui vont apparaître dans une centaine d'agences et concerner environ 1.800 salariés ».

Pour ENGIE c'est une restructuration sans précédent. En décidant de vendre son entité de services à l'énergie à Bouygues, Engie s'apprête à transférer plus de 40% de ses effectifs et à renoncer à plus de 20% de son chiffre d'affaires, soit 12.5 milliards. Un pas de plus vers le démantèlement du groupe.

Imperturbable, Jean-Pierre Clamadieu poursuit sa mission depuis sa nomination à la présidence du Conseil d'Administration d'ENGIE : démanteler le groupe.

Après avoir cédé nombre d'activités à l'étranger, les terminaux méthaniers, sa branche exploration production gazière, sa participation dans Suez, l'entreprise continue à se réduire comme peau de chagrin et à s'éparpiller en confettis.

Et ça ne va pas s'arrêter puisqu'après EQUANS d'autres sessions sont prévues, comme :

- ENDEL, spécialiste de la maintenance industrielle dans le nucléaire en passe d'être cédé au Groupe ALTRAD qui n'a aucune référence dans ce secteur,
- GTT, constructeur de cuves pour le transport maritime de GNL,
- EVBOX, premier fournisseur mondial de bornes pour véhicules électriques.

Au final, ENGIE pourrait tomber sous le seuil des 100 000 salariés.

Et dans tout ça, dans ce tsunami du démantèlement d'ENGIE et des ventes successives de ses filiales, qu'advient-il des gaziers, qu'advient-il de GRDF ?

Cela fait des mois, voire des années que nous entendons parler du risque d'être rachetés par Total. L'hypothèse, toujours démentie, semble pourtant se rapprocher inexorablement. D'autant que la cession d'Equans, par son ampleur, crée un précédent et la perspective de pouvoir démanteler un ancien monopole public ne semble plus hors de portée et aiguise bien des appétits.

Allez-vous protéger GRDF, Monsieur Le Président ? Allez-vous défendre GRDF comme service public de l'énergie au service de la nation ?

Tout comme les gaziers, la CGT est à l'écoute de votre réponse !

À Paris,

Le 18 novembre 2021